

## Costa Rica

Sixième session du GTEPU, 30 novembre-11 décembre 2009

*Informations soumises au GTEPU*

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/6/CRI/1] souligne, parmi les organes des droits de l'homme qui traitent des droits des PA, le bureau de l'Ombudsman, la Commission nationale des affaires autochtones – CONAI, et la Commission sur les affaires électorales autochtones (§ 15, 17, 20). De nouveaux instruments statistiques et de recensement permettent de mieux évaluer l'ethnicité (§ 43). Le Ministère du logement accorde une attention particulière aux PA (§ 46). Le développement des services de santé et d'éducation pour les PA comprend l'adaptation de stratégies spécifiques, ainsi que des mécanismes de consultation et de participation (§ 50, 58). Les activités de sensibilisation à la discrimination à laquelle les femmes autochtones font face ont mené à l'adoption d'un Ordre du jour des femmes autochtones, et à une Commission institutionnelle du travail avec les femmes autochtones (§ 80). Devant le Parlement, le projet de loi de développement autonome des peuples autochtones a soulevé un vaste débat (§ 90).

Dans la Compilation des documents onusiens [A/HRC/WG.6/6/CRI/2]:

- l'équipe de pays de l'ONU souligne **l'absence de politiques globales concernant les PA**, en dépit de la Convention 169 de l'OIT, ainsi que les **taux plus élevés de pauvreté, et de mortalité maternelle et infantile**, et les **conditions alarmantes dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation et de l'alimentation** auxquelles les PA font face (§ 6, 35, 37, 46).
- Le CRC fait part de son inquiétude et fait des recommandations (§ 11, 42) concernant **l'accès limité des enfants autochtones aux services de base d'éducation et de santé, et le niveau de vie bas** [CRC/C/15/Add.266, § 18, 19, 58].
- Le CERD et le Comité des droits de l'homme saluent (§ 24) les mesures qui améliorent l'accès des PA à la justice, y compris le Bureau du procureur pour les affaires autochtones, un service de traducteurs en langues autochtones, et des lignes directrices concernant la consultation avec les PA [CERD/C/CRI/CO/18, § 4 ; CCPR/C/CRI/CO/5, § 5].
- Le CERD et le CESCR (§ 32, 39, 42, 44) ont traité et fait des recommandations concernant la **discrimination contre les PA en matière d'emploi** ; leurs **mauvaises conditions de logement** ; la **disparition des langues autochtones** ; et la non-représentation par la CONAI des intérêts des PA ainsi que l'inexécution de sa fonction [CERD/C/CRI/CO/18, § 10, 13, 20 ; E/C.12/CRI/CO/4, § 34, 39, 47].
- Le CERD appelle (§ 45) à garantir le droit des PA à la propriété foncière, à démarquer les terres des PA et à **œuvrer pour une restitution des terres autochtones usurpées** [CERD/C/CRI/CO/18, §15]. En août 2009 (§ 46, 55), le Costa Rica n'avait pas encore fourni au CERD les informations sur l'adoption du projet de loi sur le développement autonome des peuples autochtones et sur la garantie de services de base sur les territoires autochtones [CERD/C/CRI/CO/18 § 9, 12, 24].
- 

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/6/CRI/3], DHRCR souligne que le Parlement n'a pas discuté de la Déclaration (§ 1), et les limites auxquelles les PA font face en matière de santé, d'éducation, de logement, d'accès à l'eau et aux communications, et de pauvreté à cause du fait que l'État ne prend pas adéquatement en compte leurs besoins, et qu'il ne les consulte pas lors de la définition de ses programmes, en dépit de la Convention 169 de l'OIT (§ 36 ; aussi MNICR, § 44, 45). L'État doit prendre une position proactive dans la reconnaissance et la sensibilisation de la société concernant l'existence des PA et leurs droits (§ 45). MNICR dénonce l'absence de prise en compte des contributions des PA dans les domaines de l'éducation et de la santé (§ 42) ; l'absence de stratégies gouvernementales pour soutenir la restitution de la terre des PA, et la non-reconnaissance par l'État des droits de propriété foncière des organisations traditionnelles (§ 46) ; et la dégradation des ressources naturelles et de la biodiversité des PA à cause de l'envahissement par des colons non-autochtones, des amendements à la législation qui les protège et de l'augmentation du détournement des connaissances traditionnelles des PA (§ 47). MNICR et DHRCR soulignent également les discussions excessivement longues au sein du Parlement au sujet du projet de loi sur le développement autonome des peuples autochtones, qui garantirait l'intégration des PA dans la prise de décisions et les politiques publiques (§ 48).

Parmi les **questions présentées à l'avance** au Costa Rica, l'Allemagne s'enquiert de l'amélioration de l'accès des enfants autochtones aux services d'éducation et de santé de base. Le Royaume-Uni s'enquiert des mesures pour combattre la discrimination contre les PA. Le Danemark s'informe de la garantie de respect des droits des PA. La Hongrie s'enquiert de la lutte contre la pauvreté chez les PA.

### **Document final**

Dans le **rapport du GTEPU** [A/HRC/13/15], le Bélarus souligne la nécessité de mieux protéger les droits des

PA (§ 22 ; aussi Brésil, § 26). Le Canada prend note des efforts pour aborder les défis relatifs au développement social des PA, et dans le domaine du système judiciaire (§ 31). Le Panama salue la Commission sur les affaires électorales autochtones, et les efforts bilatéraux sur la migration autochtone (§ 64). Le Pérou s'enquiert du projet de loi sur le développement autonome des peuples autochtones (aussi Espagne, § 34) et de la Commission nationale sur les affaires autochtones (§ 72). Le Ghana souligne le niveau de vie bas des enfants autochtones et leur accès limité à l'éducation et à la santé (aussi Équateur, § 75), et les conditions de travail et de logement défavorables des PA (§ 73 ; aussi Turquie, § 24). Le Guatemala s'enquiert des politiques pour améliorer l'intégration des PA (§ 74). Le Costa Rica souligne la promotion des langues autochtones, l'amélioration de l'offre de santé et d'éducation dans les communautés autochtones, et rappelle les progrès institutionnels et législatifs mentionnés (§ 40).

Parmi les **recommandations** du rapport que le Costa Rica soutient (§ 89), le Brésil recommande de poursuivre les efforts pour combattre l'impunité, les violations des droits de l'homme et la discrimination à l'égard des PA (55). Le Ghana recommande l'accroissement de la disponibilité de logements sociaux pour les PA (67), et la garantie d'un accès équitable des enfants autochtones aux services d'éducation et de santé (68 – le Costa Rica considère que ceci est en cours de mise en œuvre). La France recommande de satisfaire les besoins de base des PA et de combattre l'exclusion sociale (74). Le Pérou recommande de garantir que l'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels profite aux PA. Parmi les recommandations que le Costa Rica s'est engagé à examiner (§ 91), le Panama recommande d'inclure la participation autochtone au processus de révision législative (11).

Dans sa **réponse** [A/HRC/13/15/Add.1], le Costa Rica souligne qu'en tant que partie à la Convention 169 de l'OIT, il consulte les PA sur les décisions qui les affectent.

Le projet de **Rapport de la 13<sup>e</sup> session du CoDH** [A/HRC/13/L.10, § 674-697] ne mentionne pas les PA

Liste des abréviations	
ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation	FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
ACHR: Asian Centre for Human Rights	FNS: First Nations Summit, British Columbia
ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement	FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development
ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association	GCC: Grand Conseil des Cris
AHFD: Al-Hakim Foundation	ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la
AHR: Advocates for Human Rights	discrimination raciale
AI: Amnesty International	ICTJ: International Centre for Transitional Justice
AIANZ: Amnesty International Aotearoa New Zealand	IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre
AICT: Association internationale contre la torture	II: Interfaith International
AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact	IITC: International Indian Treaty Council
AIRT: Aotearoa Indigenous Rights Trust	INET: Indigenous Network on Economics and Trade
AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	IOIRD: Organisation internationale de développement des
APN: Assemblée des Premières Nations	ressources autochtones
APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du	IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the
Labrador	University of Arizona
ATLP: Association Tournée la page	IRPP: Institute on Religion and Public Policy
BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia	IWA: Indigenous World Association
BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé	IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs
Carrasco Briseño»	JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia
BCM: Bar Council of Malaysia	KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation
CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos	KKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association
Originarios Andinos	LBT: Louis Bull Tribe, Canada
CAPDTC: China Association for Preservation and Development of	LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada
Tibetan Culture	LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne
CAT: Comité de l'ONU contre la torture	LDL: Ligue des droits et libertés
CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant	LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of
CCDP: Commission canadienne des droits de la personne	Human Rights
CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego	LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos
Portales, Chile	Humanos
CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad,	LLIN: Lubicon Lake Indian Nation
Oaxaca	MDH: Maison des droits de l'homme, RDC
CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun	MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand
CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à	MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize
l'égard des femmes	MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica
CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination	MoCN: Montana Cree Nation
raciale	NCHR: Norwegian Centre for Human Rights
CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et	NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil
culturels	Organizations «Todos los Derechos para Todas y
CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile	Todos», México
CISA: Consejo Indio de Sudamérica	NOC: Norwegian Ombudsman for Children
CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre	NWAC: Native Women's Association of Canada
CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants	NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand
CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México	NZHRC: New Zealand Human Rights Commission
	OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme

<p>CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun  COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions  COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process  CPJ: Citizens for Public Justice, Canada  CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant  CS: Cultural Survival  CSI: Confédération syndicale internationale  CSW: Christian Solidarity Worldwide  CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations  DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica  ECLJ: European Centre for Law and Justice  ECN: Ermineskin Cree Nation  ECRI: European Commission against Racism and Intolerance  EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México  EHRCO: Ethiopian Human Rights Council  EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix  FAFIA: Feminist Alliance for International Action  FI: Franciscans International  FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture  FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme</p>	<p>OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México  OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco  ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence  OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council  OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique  RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme  RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North  REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau  RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones  RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU  SCN: Samson Cree Nation  SPM: Société pour les peuples menacés  SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia  TUPRF: Tibetan UPR Forum</p>
--	--

*Publié le 7 décembre 2010 16*

*UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010*